

**RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
Montréal Indigenous Community NETWORK**

**États financiers**

**31 mars 2021**

RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
Montréal Indigenous Community NETWORK

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	3 - 4
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	5
Évolution des actifs nets	6
Bilan	7
Flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 12
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	
Annexe - Résultats par projet	13

**Amstutz Inc.**  
**Comptables Professionnels Agréés**

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux membres de  
RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal /  
Montréal Indigenous Community NETWORK

**Opinion** - Nous avons effectué l'audit des états financiers de RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal / Montréal Indigenous Community NETWORK (l'organisme), qui comprennent le bilan au 31 mars 2021, l'état des résultats, l'état de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes à but non lucratif.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "*Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*" du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers** - La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** - Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Par R. Amstutz CPA auditeur, CA  
Le 15 juin 2021  
Montréal, Québec  
Permis No: A105202

RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
 Montréal Indigenous Community NETWORK  
 RÉSULTATS  
 exercice terminé le 31 mars 2021

	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
<b>PRODUITS</b>		
Ententes de contributions	313 026 \$	195 760 \$
Emploi et Développement social Canada		
Plan d'intervention économique du Canada		
pour répondre à la COVID-19	2 843 252	-
Outils pédagogiques	1 785	9 022
Ateliers et formation	1 075	6 540
Ententes de services et autres	53 700	23 445
Subventions salariales	125 318	-
Conseil et consultation	100	1 050
Rassemblements	-	17 613
Amortissement des subventions reportées afférentes aux immobilisations	<u>1 389</u>	<u>1 930</u>
	<u>3 339 645</u>	<u>255 360</u>
<b>CHARGES</b>		
Salaires and charges sociales	811 599	113 609
Honoraires professionnels et frais de consultations	59 779	63 975
Publicité et promotion	107	866
Développement de projets	15 900	-
Bureau, matériel et impression	17 845	9 843
Loyer	17 390	4 939
Assurance	2 676	471
Location d'espace pour événements	200	7 901
Déplacements et représentation	6 711	10 155
Culturellement approprié	1 066	572
Intérêts et frais bancaires	2 203	296
Amortissement	3 543	2 545
Assistance administrative	-	4 054
Autres	-	301
Sensibilisation et marketing	-	90
Dépenses COVID-19		
Développement professionnel	419 864	-
Déplacements et repas	49 784	-
Réparations, entretien et nettoyage	443 179	-
PPE Employés et structure	14 919	-
Sécurité et services	27 510	-
Ententes de contributions	1 227 655	-
Bureau	80	-
Frais de consultations	3 660	-
Télécommunications	6 632	-
Fournitures	131 550	5 152
Services publiques	12 252	-
Équipement informatique	3 468	-
Entreposage	<u>38 752</u>	<u>-</u>
	<u>3 318 324</u>	<u>224 769</u>
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u><u>21 321</u></u> \$	<u><u>30 591</u></u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal**  
**Montréal Indigenous Community NETWORK**  
**ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS**  
**exercice terminé le 31 mars 2021**

	<u>Affectés</u> Investis en immobili- sations	Non affectés	<u>2 0 2 1</u>  <u>Total</u>	<u>2 0 2 0</u>  <u>Total</u>
Solde au début	1 434 \$	29 157 \$	30 591 \$	- \$
Excédent des produits sur les charges	-	21 321	21 321	30 591
Acquisition d'immobilisations	5 960	(5 960)	-	-
Amortissement des immobilisations	(3 543)	3 543	-	-
Amortissement des subventions reportées afférentes aux immobilisations	<u>1 389</u>	<u>(1 389)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Solde à la fin	<u>5 240 \$</u>	<u>46 672 \$</u>	<u>51 912 \$</u>	<u>30 591 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
Montréal Indigenous Community NETWORK**

**BILAN  
au 31 mars 2021**

	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse	1 705 072 \$	55 188 \$
Comptes à recevoir (note 3)	84 754	28 256
Dépôt de sécurité	<u>1 100</u>	<u>1 100</u>
	1 790 926	84 544
<b>IMMOBILISATIONS (note 4)</b>	<u>8 985</u>	<u>6 568</u>
	<u><u>1 799 911</u></u> \$	<u><u>91 112</u></u> \$
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs (note 5)	636 153 \$	26 931 \$
Subventions reportées (note 6)	<u>1 108 101</u>	<u>28 456</u>
	1 744 254	55 387
<b>SUBVENTIONS REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS (note 7)</b>	<u>3 745</u>	<u>5 134</u>
	<u><u>1 747 999</u></u>	<u><u>60 521</u></u>
<b>ACTIFS NETS</b>		
<b>AFFECTÉS</b>		
Investis en immobilisations	5 240	1 434
<b>NON AFFECTÉS</b>	<u>46 672</u>	<u>29 157</u>
	<u>51 912</u>	<u>30 591</u>
	<u><u>1 799 911</u></u> \$	<u><u>91 112</u></u> \$
<b>ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 8)</b>		
<b>AU NOM DU CONSEIL</b>		
....., administrateur		
....., administrateur		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
 Montréal Indigenous Community NETWORK  
 FLUX DE TRÉSORERIE  
 exercice terminé le 31 mars 2021

	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent des produits sur les charges	21 321 \$	30 591 \$
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	3 543	2 545
Amortissement des subventions reportées afférentes aux immobilisations	<u>(1 389)</u>	<u>(1 930)</u>
	23 475	31 206
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes à recevoir	(56 498)	(28 256)
Dépôt de sécurité	-	(1 100)
Créditeurs	609 222	26 931
Subventions reportées	<u>1 079 645</u>	<u>28 456</u>
	<u>1 655 844</u>	<u>57 237</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations	<u>(5 960)</u>	<u>(9 113)</u>
	<u>(5 960)</u>	<u>(9 113)</u>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Subventions reportées afférentes aux immobilisations	<u>-</u>	<u>7 064</u>
	<u>-</u>	<u>7 064</u>
<b>AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		
	1 649 884	55 188
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE au début	<u>55 188</u>	<u>-</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>1 705 072 \$</u>	<u>55 188 \$</u>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal**  
**Montréal Indigenous Community NETWORK**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**au 31 mars 2021**

**1. STATUT ET OBJECTIF DE L'ORGANISME**

L'organisme, constitué le 24 avril 2019 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec est un organisme sans but lucratif.

L'organisme soutient l'éco-système formé d'individus et de groupes engagés à améliorer la qualité de vie des communautés des Premières Nations, Inuit et Métis de la Communauté métropolitaine de Montréal.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

**Estimations de la direction**

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**Constatations des produits**

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Autofinancement**

Les produits des activités d'autofinancement sont constatés quand les services sont rendus ou quand les événements ont eu lieu.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux indiqués ci-dessous:

Mobilier et équipement	20%
Équipement informatique	30%

RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
 Montréal Indigenous Community NETWORK  
 NOTES COMPLÉMENTAIRES  
 au 31 mars 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse et des comptes à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

3. COMPTES À RECEVOIR	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
Comptes à recevoir	76 474 \$	19 975 \$
Subventions à recevoir	4 707	4 707
Taxes de vente à recevoir	<u>3 573</u>	<u>3 574</u>
	<u>84 754 \$</u>	<u>28 256 \$</u>

4. IMMOBILISATIONS			<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
	<u>Coût</u>	Amortisse- ment cumulé	<u>Valeur net</u>	<u>Valeur net</u>
Mobilier et équipement	1 894 \$	682 \$	1 212 \$	1 515 \$
Équipement informatique	<u>13 179</u>	<u>5 406</u>	<u>7 773</u>	<u>5 053</u>
	<u>15 073 \$</u>	<u>6 088 \$</u>	<u>8 985 \$</u>	<u>6 568 \$</u>

L'amortissement de l'exercice s'élève à 3 543\$ (2020 - 2 545\$).

5. CRÉDITEURS	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
Comptes fournisseurs et frais courus	634 781 \$	25 558 \$
Remises gouvernementales	1 372	1 178
Vacances à payer	<u>-</u>	<u>195</u>
	<u>636 153 \$</u>	<u>26 931 \$</u>

RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal  
 Montréal Indigenous Community NETWORK  
 NOTES COMPLÉMENTAIRES  
 au 31 mars 2021

6. SUBVENTIONS REPORTÉES	<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
Solde au début de l'exercice	28 456 \$	- \$
Reçues durant l'exercice	4 235 923	42 500
Constatées à titre de produit	<u>(3 156 278)</u>	<u>(14 044)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>1 108 101</u> \$	<u>28 456</u> \$
Emploi et Développement social Canada		
Plan d'intervention économique du Canada		
pour répondre à la COVID-19	859 970 \$	- \$
Services aux Autochtones Canada (ICSCF-1)	108 202	-
Ville de Montréal	59 687	23 687
Services aux Autochtones Canada	45 321	-
Conseil des Arts de Montréal	18 269	4 769
Université Concordia	<u>16 652</u>	<u>-</u>
	<u>1 108 101</u> \$	<u>28 456</u> \$

7. SUBVENTIONS REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS		<u>2 0 2 1</u>	<u>2 0 2 0</u>
	Amortisse- ment cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	<u>Coût</u>	<u>nette</u>	<u>nette</u>
Mobilier et équipement	1 894 \$	682 \$	1 212 \$
Équipement informatique	<u>5 170</u>	<u>2 637</u>	<u>2 533</u>
	<u>7 064</u> \$	<u>3 319</u> \$	<u>3 745</u> \$
		<u>1 515</u> \$	<u>3 619</u>
		<u>5 134</u> \$	

La subvention accordée par le gouvernement du Canada, Fonds d'action pour la prévention du crime, pour l'acquisition de mobilier et équipement et de l'équipement informatique, est amortie aux mêmes taux que les actifs auxquels elle se rapporte.

L'amortissement de l'exercice s'élève à 1 389\$ (2020 - 1 930\$).

8. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

L'organisme s'est engagé, en vertu d'un bail, à payer un loyer mensuel de 1 265\$ pour un an échéant le 30 novembre 2021. Le solde de l'engagement au 31 mars 2021 est de 10 118\$.

**RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal**  
**Montréal Indigenous Community NETWORK**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**au 31 mars 2021**

**9. INSTRUMENTS FINANCIERS**

**Risques et concentrations**

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2021.

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux comptes à recevoir.

